

Le nouvel antiaméricanisme

L'antiaméricanisme en Occident est de retour. En effet, depuis le fameux discours de janvier 2002 où le président George W. Bush afficha clairement son intention de déclarer la guerre à l'Irak, jamais l'image des États-Unis n'a été aussi malmenée, ses politiques contestées, ses dirigeants vilipendés et ouvertement moqués sur les cinq continents, et plus particulièrement auprès des alliés de toujours, ceux sur qui l'Amérique pouvait compter dans son combat pour la liberté et la démocratie aux heures sombres de la guerre froide. L'antiaméricanisme d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celui des décennies d'après-guerre dont le cri de ralliement « *Yankees go home!* » émanait des marges du spectre politique et de certains cercles intellectuels. Non. Tel un caméléon, il a changé de peau, il s'insinue lentement et profondément au sein des populations et des élites dominantes, et sa forme nouvelle risque cette fois-ci d'être fatale à la position des États-Unis dans le monde. Si cet état d'esprit devait durer — et c'est mon sentiment — alors les États-Unis seraient de plus en plus isolés sur la scène internationale, surtout après la réélection de Bush.

Avant de tenter une explication sur le nouvel antiaméricanisme, il serait bon de préciser le sens à donner à ce mot. L'antiaméricanisme recouvre au moins deux postures. La première est une détestation radicale de la civilisation américaine, des individus qui la représentent, du projet qu'elle porte. La seconde est une critique légitime, même si elle est parfois le résultat d'un mélange d'ignorance et de jalousie, de certains traits de la société américaine ou de certaines décisions des administrations en place à Washington. L'une n'est pas l'autre. L'antiaméricanisme radical plonge ses racines bien avant la fondation de la république étasunienne. Philippe Roger, dans *L'ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*^[1], en a bien décrit les origines historiques et intellectuelles. Du naturaliste Cornelius De Pawn, propageant au XVIII^e siècle la thèse de la « dégénération de l'homme américain », au texte nauséabond de Jean Baudrillard au lendemain du 11 septembre décrivant « la jubilation prodigieuse de voir détruire cette superpuissance mondiale », en passant par les campagnes odieuses des partis communistes accusant les troupes américaines en Corée de se livrer à un génocide, l'antiaméricanisme radical a toujours trouvé un terrain facile où nourrir ses passions. Et il n'est pas seulement français. Certes, Philippe Roger analyse le comportement des Français, mais son constat aurait sans doute été le même si l'auteur avait porté son regard sur l'Allemagne, la Russie ou même la Grande-Bretagne. Après tout, c'est bien un quotidien britannique à grand tirage, le *Daily Mirror*, et non un journal français ou allemand, qui a titré au lendemain de la réélection de Bush : « *How can 59,054,087 people be so DUMB?* »

Laissons Baudrillard et compagnie à leurs ratiocinations. Je me contenterai de parler de la deuxième posture de l'antiaméricanisme, la plus courante, la moins caricaturale et, depuis peu, la plus insidieuse et la plus dangereuse pour les États-Unis. Et je me limiterai à ses métastases occidentales, ma connaissance du reste du monde étant trop limitée pour que je puisse formuler un jugement précis.

Contrairement à ce que l'on peut lire et croire, l'antiaméricanisme aujourd'hui en Occident ne porte pas sur les valeurs, les choix sociaux ou l'économie. Il est d'abord et avant tout un rejet profond, et à mon avis irréversible, du rôle que les États-Unis s'attribuent dans la conduite des affaires du monde. J'entends l'objection. Les États-Unis présentent de plus en plus un visage conservateur, sinon réactionnaire, en contradiction totale avec les évolutions canadienne et européenne, que la réélection de Bush confirme et ne fera qu'accentuer. Au-delà des différences quant à notre conception des relations internationales, nos modes de vie seraient diamétralement opposés. Si cela est la réalité, j'aimerais bien au juste en connaître les fondements. Quelles sont donc les lignes de fracture sociales, culturelles et économiques entre les États-Unis et le reste du monde occidental? La peine de mort? Le fossé est-il si profond entre eux et nous? Il y a de moins en moins d'exécutions aux États-Unis et, dans certains pays, comme au Canada d'ailleurs, une majorité se déclare toujours en faveur de la peine de mort. Le filet social? Dans ce domaine, le débat à savoir si les Américains sont si mal lotis et les Canadiens et les Européens si bien servis est toujours d'actualité. La pauvreté? À partir de quel indice la calculer? Le nombre de pauvres a augmenté aux États-Unis, mais que dire de ceux qui disparaissent complètement des statistiques en France et en Grande-Bretagne? Le chômage? Il m'est avis qu'occuper un emploi, même mal rémunéré, est préférable au chômage de longue durée qui détruit les familles, jette à la rue des millions d'individus et dévaste des pans entiers de la société dans plusieurs pays européens. Le mariage gai? Jacques Chirac et Lionel Jospin y sont tout aussi opposés que George W. Bush. Les droits des homosexuels? Les Américains sont bien plus tolérants et ouverts qu'on ne le pense généralement. La présence de la fille du vice-président Dick Cheney et de sa compagne aux côtés de Bush le soir de sa réélection a été notée par quelques médias sans avoir pour autant suscité la moindre réaction hostile. L'intégration des immigrés? Là, le bilan n'est pas en faveur des Européens. Les banlieues et les quartiers où les policiers français ne s'aventurent plus sont en expansion. Les partis racistes partagent ou influencent le pouvoir en Belgique, aux Pays-Bas et en Autriche, et sont en progression en Allemagne et en Italie. La nomination d'une présentatrice noire ou d'un préfet d'origine algérienne agite la classe intellectuelle et politique française. Rien de tout cela aux États-Unis où quelque 600 000 immigrés sont naturalisés chaque année et où un million d'autres entrent illégalement et s'installent ouvertement sans subir de chasse aux sorcières. La violence au quotidien? Ici, en effet, les États-Unis sont toujours en tête du peloton même si, par exemple, à New York, une ville de 10 millions d'habitants, le nombre de meurtres est passé de 2 245 en 1990 à 633 en 1998. La domination culturelle? L'américanisation du monde est une formule simpliste et sans rapport avec la réalité. Richard Pells a bien décrit comment les cultures des deux côtés de l'Atlantique se sont influencées mutuellement depuis un demi-siècle, au point où on ne peut sérieusement parler ni de l'américanisation de l'Europe ni de l'europanisation de l'Amérique, ce dernier phénomène étant d'ailleurs rarement étudié^[2]. En fait, les cultures nationales sont d'une résilience incroyable face au mode de vie et aux produits américains. Elles absorbent aisément ce qui les sert et rejettent vigoureusement les pratiques incompatibles avec leur vie nationale. On le voit bien en voyageant : les peuples maintiennent en fait un système de double allégeance, une au profit des cultures locales et nationales, l'autre envers une modernité qui est essentiellement technologique et financière.

Je pourrais continuer à aligner statistiques, comparaisons et réflexions sur l'éducation, la pratique religieuse, l'intervention de l'État, la vitalité culturelle, l'environnement, l'écart des salaires, etc. Mon sentiment est que nous aurions des tableaux contrastés entre les États-Unis et le « modèle » canadien/européen et qui rendent dérisoire les tentatives de hiérarchisation pour savoir lequel des deux rêves est celui qui convient le mieux.

NAISSANCE DE L'HYPERPUISSANCE

Il faut, je crois, chercher ailleurs la cause des divergences, sinon de la rupture entre les États-Unis et le reste du monde occidental. La fin de la guerre froide, on l'a dit et redit jusqu'à plus soif, a propulsé les États-Unis au premier rang des États de la planète. Or, cette posture était présente bien avant la chute du mur de Berlin, même si l'Union soviétique faisait peser sur le monde en général et sur l'Europe en particulier une menace militaire et idéologique notable. Mais déjà, à cette époque, certains avaient constaté le caractère illusoire de cette menace. L'U.R.S.S était un village Potemkine. Elle alignait des dizaines de milliers de missiles nucléaires tout en étant incapable de nourrir convenablement sa population. Dans les couloirs des chancelleries, on rigolait à propos de ce Burkina Faso avec des armes nucléaires. Cette boutade s'est révélée d'une cruelle vérité avec l'effondrement de l'empire soviétique et la découverte de l'incroyable sous-développement de la Russie. Il n'empêche, il existait bien un ennemi. Sa disparition a créé un vide. Les États-Unis ont comblé ce vide et occupent dorénavant le sommet de la pyramide mondiale. Ils exercent, selon l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Hubert Védrine, une prééminence quasi absolue dans les domaines essentiels de la puissance : le pouvoir militaire et sa projection dans le monde; le poids politique; la suprématie du dollar; la maîtrise des réseaux de communication; les nouvelles technologies et les usines à rêves[3]. Devant une telle accumulation de puissance, Védrine a qualifié les États-Unis d'« hyperpuissance », un mot maintenant inscrit dans le jargon des relations internationales.

Pourtant, avant même que ce néologisme ne fasse fureur et ne désigne aux yeux des anti-américains de toujours le nouveau Golem à abattre, l'hyperpuissance du début des années 1990 n'avait pas vraiment la volonté de gouverner le monde, mais simplement de régner sur une reconfiguration des forces essentiellement favorables à ses intérêts. En effet, dès la première guerre du Golfe de 1990-1991, la communauté internationale est entrée dans une ère de coopération pour le moins inédite. La guerre contre l'Irak a mobilisé l'ensemble des États et s'est déroulée selon des modalités américano-onusiennes acceptées par les autres grandes puissances comme l'expression d'une renaissance du système de sécurité collective inscrit dans la charte de l'ONU. Cette entente a culminé en janvier 1992 avec la réunion exceptionnelle, et jamais rééditée depuis, de tous les chefs d'État dont les pays étaient membres du Conseil de sécurité à cette époque. Un grand moment d'euphorie où tout semblait possible, même la naissance d'un « nouvel ordre international », pour reprendre la formule de George Bush père. Cela pouvait-il durer? On l'a cru, pendant un court moment, c'est-à-dire pendant les quelques années où les grandes puissances s'accordaient sur le règlement de conflits qu'on disait insolubles : fin des guerres civiles en Amérique centrale, abolition de l'apartheid en Afrique du Sud et retrait des troupes cubaines d'Angola, réintégration du Cambodge dans le concert des nations, accords de paix dans l'ex-Yougoslavie, détente israélo-palestinienne. Pourtant, sous l'activisme diplomatique couvaient les réalignements qui caractérisent la chute de l'ordre ancien et la naissance du nouveau. Les nations d'Europe, la France et l'Allemagne en tête, ont rapidement pris la mesure des avenues qui s'ouvraient enfin vers leur unité : approfondissement et élargissement de l'Union européenne, création d'une monnaie commune, lancement d'une politique étrangère et d'une politique de défense, transformation des souverainetés, renforcement des Nations unies comme vecteur du multilatéralisme. L'Europe découvrait non seulement sa force, mais aussi son désir d'existence et d'indépendance. Elle a entraîné une bonne partie de la planète dans sa vision démocratique, constitutionnelle et plutôt pacifiste de la nouvelle gouvernance, comme le démontre le vent de démocratisation qui a soufflé sur les anciennes colonies françaises, britanniques et portugaises d'Afrique ou la participation de plus en plus nombreuse des États du monde en développement aux missions de paix de l'ONU et de l'OTAN.

De l'autre côté de l'Atlantique, les États-Unis ne sont pas restés inactifs, mais ils ont oscillé entre le désir d'hégémonie et celui de la franche coopération. En mars 1992, la belle unanimité de la réunion du Conseil de sécurité deux mois auparavant est chose du passé avec la publication dans les journaux américains d'une première ébauche du nouveau cadre géopolitique américain élaboré par le sous-secrétaire à la Défense de l'époque, Paul Wolfowitz. Eh oui! déjà lui. Dans ce document, il est

clairement spécifié que la priorité absolue de la stratégie américaine des prochaines années est de prévenir l'émergence d'un autre rival, d'une autre superpuissance, même si celle-ci devait naître en « Europe de l'Ouest ». La deuxième priorité est « de décourager les pays industrialisés avancés de toute tentative *visant à défier notre leadership*[4] ». La version finale publiée quelques mois plus tard ne retiendra pas ces extraordinaires vérités, mais le mal est fait. La présidence Clinton empruntera la voie de la coopération, même si sous le deuxième mandat — alors que le président, plus confiant, reprend pied après la débâcle de Somalie —, Madeleine Albright prêchera la nature « indispensable » de la nation américaine pour le reste du monde. Védrine lâchera sa formule célèbre.

BACK OFF!

C'est un peu à partir de cette époque, sans qu'on ne sache réellement identifier le moment précis, qu'est né le nouvel antiaméricanisme. Les populations, mais aussi les élites dominantes, des partis socialistes aux partis conservateurs, ont commencé à douter de la bonne foi des Américains, de leur *fair-play*. Ceux-ci voudraient-ils priver les Européens et les autres de leur faculté de décider autrement? Voudraient-ils continuer à tout diriger, comme aux temps anciens de la guerre froide? À cette époque, l'ensemble occidental n'avait aucun mal à définir son alliance pour des raisons tant d'intérêts que d'idéaux. La menace militaire et idéologique soviétique avait cimenté la solidarité européenne de défense du territoire et du mode de vie, et construit un puissant lien euro-atlantique avec les États-Unis et le Canada. Les divergences, même avec la France au sujet de la présence des troupes américaines en sol européen ou des stratégies nucléaires, étaient accessoires. Elles n'ont jamais remis en cause l'objectif ultime de la sécurité commune. Mais après la chute du mur de Berlin, il n'y avait plus d'ennemi. Les Européens étaient donc libres. Et, comme chacun sait, la liberté est dangereuse aux yeux de ceux qui veulent maintenir l'ordre ancien.

Avec l'arrivée au pouvoir de George Bush fils, et le retour aux affaires de Paul Wolfowitz, Dick Cheney et Donald Rumsfeld, les Européens et les Canadiens se sont rapidement rendu compte que les oscillations clintoniennes étaient terminées. Sous l'ancien président démocrate, les États-Unis voulaient façonner le monde à travers le *soft power*, c'est-à-dire à travers une politique consistant à *convaincre* les autres États à accomplir la volonté des Américains. Avec Bush, le monde doit être façonné à travers le *hard power*, une politique visant à *contraindre* les États à se plier aux desiderata américains. Le 11 septembre sera le prétexte à la mise en œuvre brutale de cette politique, et l'Irak son laboratoire. La rupture entre les États-Unis et le reste du monde occidental s'est alors produite.

Les Américains n'ont pas compris. La liberté et la démocratie, les valeurs mêmes qu'ils ont défendu et propagé sur tous les continents pendant un demi-siècle, se sont profondément enracinées en Europe et ailleurs. Et elles ne sont pas de vains mots. Elles signifient diversité, débats, conflits et décisions. Les Européens, les Canadiens et d'autres un peu partout ne partagent pas la vision unilatérale et réductrice des menaces auxquelles le monde fait face. Ils n'ont plus besoin du leadership américain parce qu'il n'y a plus de menace existentielle mondiale. Même le terrorisme islamiste n'a pas ce caractère. Chacun est maintenant libre de ses choix. Et cela, une administration américaine forgée sous la guerre froide, habituée à la subordination, ne pouvait l'accepter. D'où les menaces, les insultes et les intimidations proférées par Washington envers les alliés de toujours. Une telle attitude a et aura des conséquences désastreuses, car ses effets se propagent au-delà des partis extrémistes et de certains cercles intellectuels. Ils touchent dorénavant l'ensemble des populations et des élites politiques dominantes. Déjà sous Clinton, on sentait bien la distance qui grandissait entre Américains et Européens. Avec l'Irak, avec la brutalité de l'administration républicaine, le fossé s'est creusé et s'est élargi. La querelle était normale et sans doute inévitable avec la France. Avec l'Allemagne et la

Turquie, avec les populations des pays en faveur de la guerre comme la Grande-Bretagne, la Pologne et l'Italie, alors la rupture est plus sérieuse. Elle est installée de manière permanente.

L'antiaméricanisme d'aujourd'hui n'a rien de haineux. Il est simplement l'expression de ceux qui n'ont plus peur et qui ont une extraordinaire confiance en eux et dans le monde où ils veulent vivre. Il y a bien encore quelques criards pour s'agiter et lancer le « *Yankees go home!* » des années d'après-guerre. Aujourd'hui le slogan est plus paisible, mais plus déterminé. Dans un mouvement profond et, je crois, irréversible, les peuples et les élites disent maintenant aux Américains « *Back off!* ». Oui à la coopération, non à la subordination.

Jocelyn Coulon*

NOTES

* Jocelyn Coulon est professeur invité au Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale (GERSI) du Centre d'études et de recherches internationales (CÉRIUM) de l'Université de Montréal. Il est chroniqueur en politique internationale à *La Presse* et auteur de *L'agression. Les États-Unis, l'Irak et le monde* (Outremont, éd. Athéna, 2004).

1. Paris, Seuil, 2002.

2. Richard Pells, *Not Like Us. How Europeans have Loved, Hated, and Transformed American Culture Since World War II*, New York, Basic Books, 1997.

3. Hubert Védrine, *Face à l'hyperpuissance. Textes et discours 1995-2003*, Paris, Fayard, 2003, p. 104.

4. C'est moi qui souligne.